

## Déclaration populaire sur la crise mondiale

Ce sont les peuples qui souffrent le plus de la pire crise économique et financière depuis plus d'un siècle que l'on connaît actuellement. Les mesures mises de l'avant afin, nous dit-on, de faire face à la crise n'ont pour effet que d'alourdir le fardeau des plus pauvres ; elles ne visent, en fait, qu'à sauver la mise et à perpétuer le système capitaliste monopoliste exploiteur. Un changement radical s'impose ; la société que nous devons construire en est une qui assure des conditions de vie décentes, un revenu suffisant, l'accès à l'éducation, à la santé et au logement aux masses populaires.

**La crise est mondiale et c'est la pire depuis plus d'un siècle.** La récession économique mondiale a débuté par l'effondrement de la consommation et de la production dans les pays capitalistes avancés, dont les États-Unis, le Japon et les pays de l'Union européenne, qui représentent plus de la moitié de l'économie mondiale. On évalue actuellement que la croissance économique mondiale ne s'élèvera qu'à 3% au cours de l'année qui vient, ce qui constituerait le taux le plus faible depuis près de 10 ans. Les pronostics à cet égard sont toutefois à la baisse, à chaque nouvelle évaluation qui en est faite. Certains estiment que les pertes financières auxquelles on assiste en ce moment totaliseront quelque 25 à 30 billions de dollars américains à l'échelle internationale, ce qui aura des effets catastrophiques sur l'économie réelle. Le monde fait face au double danger de la récession et de la déflation. Les conséquences négatives de la globalisation néolibérale que l'on a connue au cours des dernières décennies vont s'aggraver partout sur la planète.

**Avant même que déferle la tempête actuelle, les masses populaires avaient déjà commencé à s'appauvrir ; l'exploitation dont elles souffrent n'ira qu'en s'aggravant.** La pauvreté et les inégalités n'ont cessé de s'approfondir au cours des dernières décennies. Si l'on accepte la norme officielle qui fixe le seuil de pauvreté à 2\$ par jour (de fait, ce chiffre est largement sous-estimé), on constate que le nombre de pauvres a augmenté de 50% depuis le début des années 1980. Plus de trois milliards d'individus, sur les quelque 6,4 milliards que compte la population mondiale, vivent maintenant en dessous de ce seuil. On évalue à 800 millions le nombre de personnes sans emploi ou qui dépendent d'une aide supplémentaire en plus de leurs revenus de travail ; un milliard d'êtres humains souffrent de la faim quotidiennement, alors que deux milliards d'individus n'ont pas accès à l'eau potable. La tempête actuelle laisse présager une augmentation certaine de la misère au cours des années qui viennent.

Les économies des pays néo-coloniaux enregistrent une chute de leurs exportations, parallèlement à la baisse des prix des produits manufacturés, la fuite des capitaux et l'assèchement des marchés financiers. Les importantes rentrées d'argent en provenance des travailleurs et travailleuses migrantes sont de plus en plus aléatoires. La croissance domestique est à la baisse et s'accompagne d'un ralentissement de la production, qui se traduit déjà par d'importantes mises à pied. Des centaines de millions de ménages luttent contre les pertes d'emplois, la chute de leurs revenus et la détérioration des programmes d'aide sociale. Après avoir longtemps souffert des ravages causés par la globalisation néolibérale, les masses populaires doivent maintenant subir les terribles conséquences de la détérioration rapide de l'économie.

**La crise actuelle est particulièrement sévère, mais le pire est encore à venir, avec la récurrence des crises que génère le capitalisme.** De par sa nature même, le capitalisme est aux prises avec un tas de contradictions et il se trouve dans un état de déséquilibre constant. La tendance inhérente de la bourgeoisie monopoliste à soutirer un plus grand surplus et à maximiser les profits privés se trouve en contradiction avec le caractère social et l'augmentation de la production. L'alignement des salaires sur l'augmentation de la production a pour effet de réduire la demande réelle. Cela se reflète dans le soi-disant « cycle d'expansion et de contraction » qui ponctue les épisodes périodiques d'effondrement de la production et de crise aiguë. À travers cela, les revenus et le bien-être des travailleurs et travailleuses demeurent au plus bas.

Durant les 30 dernières années, les pays capitalistes avancés ont tenté de maintenir la croissance de leurs économies et des profits par le biais d'une offensive néolibérale, qui incluait l'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché, l'appropriation des matières premières et la domination des marchés à l'échelle de la planète. Cela n'a toutefois pas empêché la crise de s'approfondir. Au cours des années 1990, ils ont eu de plus en plus recours aux stratagèmes financiers : la spéculation pour augmenter les profits et l'endettement afin de stimuler la hausse de la consommation et de la production. Toutefois, le déséquilibre fondamental du capitalisme est demeuré : la bulle financière et les tentatives d'empêcher l'inévitable de se produire ont produit une accumulation sans précédent des problèmes et de l'instabilité.

Il y a des limites au-delà desquelles il devient impossible de soutenir le développement économique au moyen de l'endettement, sans que cela ne repose sur la création de quelque valeur économique réelle que ce soit. Les États-Unis sont un bon exemple de ce phénomène. Le financement de leurs guerres d'agression et la stimulation de la consommation intérieure par le biais du crédit sont au cœur du désordre financier et économique qu'ils éprouvent.

La crise est apparue quand il s'est avéré impossible de maintenir les illusions financières et la fausse dynamique de croissance. Même si elle s'est d'abord manifestée aux États-Unis, qui représentent la puissance capitaliste la plus avancée tout en étant la plus endettée et affectée financièrement, la crise frappe aussi les pays de l'Union européenne et le Japon. Les gouvernements des pays les plus puissants se précipitent pour mobiliser les ressources publiques afin de sauver les bénéfices des monopoles privés.

**Les diverses réponses que l'on nous propose visent principalement à relancer les profits des grandes corporations aux dépens des masses populaires.** Les puissances impérialistes sont promptes à agir lorsqu'il s'agit de sauver une poignée d'institutions financières gigantesques. Elles mobilisent ou n'hésitent pas à engager des billions de dollars dans des opérations de sauvetage destinées à restaurer la confiance dans leur système financier et à stopper l'actuelle descente aux enfers. Elles sont toutefois bien moins promptes à agir lorsqu'il s'agit d'aider les pays sous-développés ou encore les milliards de pauvres à s'en sortir, ne serait-ce que pour leur permettre de demeurer dans les logements dont ils n'arrivent plus à payer l'hypothèque ou pour réduire le prix des loyers. Elles hésitent à recourir ne serait-ce qu'à de simples méthodes keynésiennes comme les investissements dans les travaux publics, l'expansion des services sociaux et le soutien au secteur manufacturier, qui pourraient contribuer à relancer la demande. Ce sont les masses populaires qui sont appelées à venir à la rescousse du capital financier ; ce sont elles qui subiront le fardeau des hausses d'impôt, des coupures dans les services sociaux, de la hausse de l'inflation et plus généralement, de l'instabilité croissante que l'on connaît

actuellement.

Les puissances impérialistes avancées cherchent à étendre encore plus le commerce et leurs investissements à l'étranger afin de restaurer leurs profits, aux dépens des pays sous-développés. En même temps, elles sont contraintes de préserver leur contrôle sur leurs marchés intérieurs et de faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail de leurs ouvrières et ouvriers. L'on assiste déjà à des tentatives de relancer les pourparlers dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'augmenter l'influence manipulatrice du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Les pressions sont également fortes pour imposer de nouveaux « partenariats économiques » et des accords de libre-échange régionaux et bilatéraux dominés par les pays impérialistes. Dans la mesure où ces accords viennent consolider des territoires économiquement contrôlés par les impérialistes, cela laisse présager de nouveaux conflits pour le contrôle de la main-d'œuvre, des richesses naturelles et des marchés à l'échelle du globe.

Les gouvernements les plus dociles parmi les pays sous-développés sont déjà à pied d'œuvre pour éliminer les barrières commerciales et les mécanismes de contrôle des investissements étrangers. La globalisation néolibérale a détruit l'agriculture et l'industrie domestiques et appauvri des centaines de millions d'ouvriers et de paysans dans les pays économiquement arriérés. Partout dans le monde, des producteurs et ouvriers agricoles ont perdu leur gagne-pain et ont été chassés de leurs terres, pendant que les ouvriers industriels étaient jetés à la rue et réduits à l'indigence, alors que des industries entières sont disparues.

En tout état de cause, l'économie mondiale continue à s'effiloche. Le capitalisme est confronté à une récession prolongée qui apporte son lot de fermetures d'usine, de faillites, de pressions à la baisse sur les salaires, de coupures dans les avantages sociaux, de mises à pied, de déplacements des populations rurales, le tout se traduisant par une augmentation de la pauvreté. L'étranglement du crédit, la chute drastique de la demande de matières premières et de produits semi manufacturés et la baisse des prix qui en découle vont aggraver et approfondir l'exploitation et l'appauvrissement des populations des pays du tiers-monde. La crise mondiale devient de plus en plus manifeste, alors que les méthodes de « relance » traditionnelles (le financement de la consommation au moyen du crédit et le recours aux déficits pour fabriquer une croissance économique artificielle) s'avèrent de moins en moins efficaces.

**Seul un nouvel ordre économique et social pourra empêcher l'aggravation de la pauvreté et la récurrence de la crise.** Poussée par l'endettement, la spéculation, l'exploitation de la main-d'œuvre à bon marché et la guerre, l'économie capitaliste mondiale semble sur le point d'atteindre ses limites. Les revenus et le bien-être des ménages s'amenuisent rapidement, tant dans les centres avancés du capitalisme que dans les vastes régions du monde considérées comme arriérées. Le niveau actuellement atteint par la crise du capitalisme monopoliste était prévisible depuis déjà plusieurs décennies, et tout porte à croire que la crise se poursuivra pendant plusieurs années encore. L'on s'attend notamment à ce que le marché des obligations s'effondre dans un avenir rapproché.

Les tentatives de sortie de crise dans le cadre du système actuel ne permettront, au mieux, que de relancer la croissance momentanément, jusqu'à ce que la crise s'intensifie de nouveau. Le régime mondial actuel de commerce et d'investissement promeut la globalisation néolibérale au bénéfice

des capitalistes monopolistes les plus puissants et aux dépens du bien-être des masses populaires. C'est tout le système qui doit être remanié, et radicalement, de sorte que l'économie et la production ne servent plus les profits d'une poignée de corporations mais répondent aux besoins de la majorité.

Il est urgent et nécessaire pour les masses populaires de bâtir un système alternatif qui soit humain, juste et équitable. Un tel système devrait être guidé par trois principes généraux : la justice sociale et l'abolition des vieux préjugés contre les travailleurs et les travailleuses ; une économie qui réponde aux besoins de la population et non aux profits d'une poignée de gens ; et l'indépendance nationale, la participation démocratique véritable et la responsabilité environnementale. Les masses populaires doivent se libérer de l'anarchie économique et de la tyrannie du soi-disant libre marché du capitalisme monopoliste.

Il n'y a pas de voie facile pour se sortir de la crise ; les peuples des pays sous-développés luttent pour affirmer leur souveraineté économique et se battent pour la justice sociale et une plus grande autosuffisance. Voici une liste des mesures que nous soutenons et qui devraient être adoptées de toute urgence :

**1. L'arrêt des pourparlers quant à quelque accord de libre-échange néolibéral, multilatéral, régional ou bilatéral, qui défavorise de manière évidente la population travailleuse et les pays sous-développés ; et l'abrogation de tous les accords présentement en vigueur.** Pour un régime international d'échanges et d'investissements basé sur la souveraineté économique, le développement autosuffisant et la primauté du bien-être du peuple. Les économies domestiques doivent être libérées de l'exploitation impérialiste et avoir une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir mettre en œuvre des stratégies de développement convenables.

2. Opposons-nous aux manœuvres de la part du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, qui visent à exploiter la crise et à imposer de nouvelles politiques de type néolibérales aux pays sous-développés. L'opportunisme de ces institutions rend plus pertinente encore la revendication populaire en faveur de leur démantèlement.

**3. L'arrêt des transferts financiers spéculatifs en direction des pays sous-développés, qui apportent l'instabilité** et la spéculation imprudente quant aux marchandises et à l'approvisionnement énergétique, entraînent une volatilité excessive et une spéculation irresponsable quant à l'approvisionnement en nourriture et aggravent le problème de la faim.

**4. La mise en œuvre de stratégies visant à bâtir une industrie nationale, à appliquer une réforme agraire authentique, à atteindre la souveraineté alimentaire et à promouvoir l'égalité entre les genres et un environnement viable.**

**5. La réalisation d'une réforme agraire authentique, ce qui signifie la remise de la propriété de la terre à ceux et celles qui la travaillent, l'octroi de moyens pour améliorer la productivité agricole, et l'amélioration des conditions de vie dans les campagnes.**

**6. L'annulation inconditionnelle de la dette extérieure afin de stopper la fuite des ressources domestiques vitales.**

**7. La mise en place de projets visant à assurer la viabilité de l'environnement, incluant des solutions à long terme au problème des changements climatiques qui reconnaissent à cet égard la responsabilité des puissances impérialistes.**

Parallèlement, les masses populaires ont un besoin urgent de revendiquer et d'obtenir des mesures immédiates pour soulager la détresse économique et sociale qui s'aggrave.

**1. L'octroi immédiat d'une aide alimentaire d'urgence, l'expansion des allocations d'assurance-chômage, la hausse des revenus des travailleurs et des travailleuses par la généralisation des programmes de travaux publics, l'élargissement des programmes sociaux, l'assurance d'un abri et la réduction des loyers pour les gens dont la résidence a été saisie.**

**2. L'allocation aux masses travailleuses d'une plus grande part de la richesse qu'elles produisent, par des augmentations de salaires dans les industries ; l'octroi d'une plus grande part de la production agricole aux paysans et ouvriers agricoles.**

**3. La fourniture active et adéquate des services de santé, d'éducation publique, de logement et des autres services sociaux pour les masses populaires.**

**4. L'augmentation des dépenses publiques pour les projets d'infrastructure en milieu rural qui contribueront directement à l'amélioration des conditions de vie des gens.**

**5. La réduction drastique des dépenses militaires et l'élimination de la corruption bureaucratique.**

**6. L'adoption d'un système d'imposition progressif, qui allège le fardeau des plus pauvres et augmente celui des plus riches et des corporations.**